PROPOS

Les finances publiques : connaissances
et perceptions des jeunes

Conseil permanent de la jeunesse
Février 2010

Québec

Les membres du Conseil permanent de la jeunesse sont : Geneviève Dallaire, présidente, Carmen-Gloria Sanchez, vice-présidente, Andréanne Charron, Marc-Antoine Jetté, Josiane Landry, Alexandre Léger, Jean-Pierre Lord, Véronique Martel, Éric Morin, Isabel Rioux, Nicolas Rousseau, Martin Sigmen, Minh-Tâm Trân et Charles Vincent.

À NOTER

Sauf dans les cas où le genre est mentionné de façon explicite, le masculin est utilisé dans ce texte comme représentant les deux sexes, sans discrimination à l'égard des hommes et des femmes.

Ce document est également disponible en version PDF à l'adresse suivante :
www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/finpub.pdf

Supervision
Geneviève Dallaire
Carmen-Gloria Sanchez

Révision
Éveline Giles

Recherche documentaire
Julie Caron

Production et édition
Valérie Benson

La collection « Propos » du Conseil permanent de la jeunesse est une tribune ouverte à l'expression des différents points de vue sur des enjeux importants pour la société québécoise.

Les textes publiés dans cette collection ne représentent pas la ou les positions du Conseil permanent de la jeunesse.

Cette publication a été produite par le
Conseil permanent de la jeunesse
12, rue Sainte-Anne, 2e étage
Québec (Québec) G1R 3X2

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010

ISBN : 978-2-550-57931-1 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-57932-8 (PDF)

La traduction et la reproduction totale ou partielle de la présente publication à des fins non commerciales sont autorisées à la condition d'en mentionner la source.

© Gouvernement du Québec, 2010

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 1
   1.1 MISE EN CONTEXTE 1
   1.2 OBJECTIFS DU FORUM DE DISCUSSION 1
   1.3 CADRE RÉFÉRENTIEL DES DISCUSSIONS 2
   1.4 MÉTHODOLOGIE 2
2. UNE CRISE FINANCIÈRE À L'ÉCHELLE MONDIALE 3
   2.1 SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS 4
3. LA CRISE FINANCIÈRE AU QUÉBEC 5
   3.1 SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS 6
4. LES FINANCES PUBLIQUES DU QUÉBEC 7
   4.1 CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC 7
   4.2 RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC 8
   4.3 DETTE PUBLIQUE 9
   4.4 FONDS DES GÉNÉRATIONS 10
   4.5 DÉPENSES GOUVERNEMENTALES ET PÉRENNITÉ DES SERVICES PUBLICS 10
5. CONCLUSION 12

Sites à consulter 13
Références bibliographiques 14
Annexe – Schéma d'entrevues 17

1. INTRODUCTION

1.1 MISE EN CONTEXTE

Le Conseil permanent de la jeunesse a mis sur pied des groupes de discussion portant sur la culture financière. Préoccupés par l'état des finances publiques, le niveau d'endettement du Québec et particulièrement par l'avenir des services publics, les membres du Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) ont désiré interroger les jeunes pour entendre leur voix sur ces sujets. La dernière année ayant été fortement chargée en inquiétudes quant à l'avenir économique autant pour le Québec qu'à l'échelle internationale, le CPJ a jugé opportun de profiter de cette période de crise pour interroger les jeunes afin de connaître leurs différentes perceptions de ce contexte économique particulier.

Le propos a permis d'obtenir une vision élargie de la réalité des finances publiques, puisqu'il ajoute ici la perception des jeunes, et ce, par leur propre voix.

Ces groupes de discussion ont pris la forme d'échanges informels d'idées sur l'état des finances publiques, la dette publique et l'avenir financier du Québec. Pour bien camper le sujet, les jeunes ont été interrogés, en premier lieu, sur le contexte économique actuel. Il leur a été proposé de s'exprimer, de manière très générale, sur la crise économique mondiale, ses causes, ses répercussions, etc. L'agent de recherche a aussi vérifié si les jeunes se sentaient à l'aise de s'exprimer sur cette thématique, s'ils possédaient suffisamment de connaissances pour le faire et s'ils se sentaient interpellés par la situation. Dans la deuxième partie de l'entretien, des questions sur la situation du Québec et l'état de ses finances ont été posées pour ainsi vérifier si les jeunes avaient suivi l'évolution de la crise financière actuelle, le niveau d'endettement du Québec, les pertes de la Caisse de dépôt et placement et indirectement les différents fonds qui y sont gérés (Fonds des générations, Régie des rentes, etc.). Pour terminer l'échange, les jeunes ont été amenés à parler de leur attitude face à l'avenir : sont-ils inquiets? Sont-ils préoccupés par l'avenir des services publics? Les jeunes pensent-ils profiter de services de qualité similaire dans les prochaines années?

Les finances publiques ont ainsi été traitées selon trois aspects : les connaissances des jeunes en la matière, leur intérêt pour le sujet et, finalement, leur perception de cette thématique.

1.2 OBJECTIFS DU FORUM DE DISCUSSION

Les différents thèmes abordés par cette étude de la culture financière des jeunes ont servi à explorer l'ensemble des connaissances associées aux finances, à cerner les éléments de référence des jeunes et à mettre en évidence les attitudes et comportements des jeunes pour en dégager une vision générale illustrant leur perception du domaine des finances.

Les groupes de discussion s'inscrivent à l'intérieur de deux mandats de recherche du CPJ : celui des finances publiques ainsi que celui des finances personnelles (l'endettement et la consommation). La

parole des jeunes ainsi colligée a permis d'enrichir le dossier portant sur les finances publiques et de mettre en contexte la création d'un outil web portant sur les finances publiques. De plus, il a permis une première exploration auprès des jeunes du thème des finances personnelles avant la réalisation de la recherche documentaire.

1.3 Cadre référentiel des discussions

La crise économique américaine a eu des répercussions importantes dans plusieurs pays, dont le Canada. La situation au Québec de la dernière année n'a pas été des plus positives : les pertes de la Caisse de dépôt et placement, les répercussions pour la Régie des rentes du Québec, pour le Fonds des générations, l'avenir des services publics menacé. C'est dans ce contexte que la question de départ a été lancée : les jeunes sont-ils préoccupés par l'avenir du Québec, de même que par leur propre situation?

Toutefois, pour bien comprendre l'ampleur de la crise et ses répercussions, le jeune doit avant tout se tenir au courant de l'actualité économique, il doit saisir les concepts clés utilisés par les économistes et les fiscalistes, ou simplement l'information vulgarisée dans les médias. Le propos consiste donc à déterminer si le jeune comprend l'information qui circule, s'il se sent interpellé par la thématique et si oui, comment la perçoit-elle ?

La synthèse des propos recueillis a permis de mettre en lumière la perception des jeunes en ce qui a trait aux finances publiques et au contexte économicopolitique, ainsi que l'état général de leurs connaissances, de même que leur intérêt pour cette thématique. Ainsi, la lecture du discours des participants révèle des éléments pertinents et essentiels sur le vécu des jeunes, mais aussi principalement sur leur perception du monde économique.

1.4 Méthodologie

Les données recueillies, dans ce propos, proviennent de 5 groupes de discussion qui se sont réunis entre le 8 mai et le 17 juin 2009. Les répondants se divisent en 3 groupes d'âge : les jeunes âgés de 16 à 17 ans rencontrés dans le cadre de leurs études (secondaires); les jeunes fréquentant le cégep, âgés de 18 à 20 ans; les jeunes âgés de 20 à 29 ans qui sont présentement sur le marché du travail. L'échantillon est constitué de 23 jeunes : 13 jeunes femmes et 10 jeunes hommes. Les entrevues ont été réalisées dans la ville de Québec ainsi que celle de Trois-Rivières en présence de deux agents de recherche.

La synthèse a été construite à l'aide du compte rendu textuel des entretiens. Le compte rendu textuel comporte ici les énoncés des réponses à quelque quinze questions semi-dirigées et ouvertes qui ont permis la libre expression des répondants sur leur perception des finances en général, sur l'avenir financier du Québec et sur le contexte économique actuel.

Un schéma d'entrevues (voir annexe) a été réalisé avant le début de la rencontre des groupes de discussion et a été adapté lors du processus d'entretien. Ce schéma a permis de cibler les domaines d'intérêt au sujet desquels nous désirions entendre les jeunes.

À noter que les entretiens synthétisés ici ne reflètent que l'opinion de celles et ceux interrogés, ils ne constituent pas l'opinion du CPJ. Ces entretiens n'ont été colligés que pour alimenter les projets de recherche cités précédemment. De même, ce propos ne traduit que la parole des jeunes interrogés et ne prétend pas représenter l'ensemble des jeunes du Québec, mais seulement une certaine tendance qui s'est dégagée des entretiens avec ces 23 jeunes.

2. UNE CRISE FINANCIÈRE À L'ÉCHELLE MONDIALE

L'économie mondiale a traversé en 2008-2009 une période d'instabilité financière sans précédent, qui s'est accompagnée de la récession économique et de l'effondrement des échanges les plus graves depuis de nombreuses décennies. Selon le Fonds monétaire international (FMI), aucun pays n'a été épargné par la tourmente économique. L'activité économique et le commerce de marchandises se sont effondrés au dernier trimestre de 2008 sur tous les marchés, et la chute s'est poursuivie à un rythme soutenu pendant les premiers mois de 2009. Le PIB mondial a reculé de plus de 6 %[1] au quatrième trimestre de 2008 et au premier trimestre de 2009. Selon le Fonds monétaire international, la crise financière aurait provoqué des pertes de près de 4 000 milliards de dollars.

Depuis l'automne 2008, les indices boursiers du monde entier ont plongé, la chute des valeur en bourse entraînant plusieurs banques dans leur sillage. Mais la crise couvait depuis plus d'un an, avec comme déclencheur des prêts hypothécaires douteux, accordés à des ménages américains qui n'en avaient pas toujours les moyens. Selon certains spécialistes, l'apparition de défauts de paiement sur des emprunts immobiliers à risque, contractés par des ménages américains peu solvables, serait une des principales causes de la crise. Ces prêts se nomment *prêts à haut risque.* Ceux-ci sont accordés à un emprunteur qui possède des garanties inférieures à celles exigées habituellement. Le taux d'intérêt est plus élevé que pour un emprunt habituel, étant donné que le risque de défaut de paiement est plus élevé.

La crise a atteint les banques, d'abord américaines, puis européennes. Des banques, elle s'est transmise à toutes les institutions financières, puis étendue à l'ensemble des actifs financiers. Elle a

[1] Fonds monétaire international, *La riposte à la crise mondiale,* Rapport annuel 2009, http://www.imf.org/external/french/index.htm, consulté en décembre 2009.

provoqué la chute de l'activité dans certains secteurs et un ralentissement économique, déclenchant ainsi une récession et, indirectement, une chute de la consommation privée et de l'investissement.

Puisque la crise n'a pas pris naissance au Québec et que ses répercussions se sont fait sentir à l'échelle mondiale, le premier bloc de questions posées aux jeunes se concentrait sur la crise financière mondiale : son origine, ses causes, son fonctionnement, ses différentes répercussions.

2.1 Synthèse des discussions

Une large proportion des jeunes répondants connaissait de manière superficielle les causes à l'origine de la crise financière (prêts à haut risque) aux États-Unis, et ce, parmi tous les groupes d'âge interrogés. Toutefois, les jeunes du secondaire et du cégep qui ont suivi récemment un cours offrant une base d'informations sur les finances donnaient une description plus approfondie des causes de la crise, contrairement aux jeunes âgés de 20 à 29 ans. « Mais dans certains cours, comme environnement et mondialisation, on avait eu un aperçu de la crise et ils nous avaient expliqué un peu la crise. » Ces jeunes étudiants ont suivi avec plus d'intérêt l'évolution de la crise, que ce soit en raison des exigences d'un cours ou par intérêt personnel. « (…) Avec mon prof d'histoire, on a vraiment tout appris, on n'a pas le choix de la suivre, l'actualité, parce qu'on a des examens par rapport à ça, mais quelqu'un qui n'a pas suivi ce cours là, je ne pense pas qu'il comprenne, non. »

Un seul jeune a cité les difficultés que connaissaient d'autres pays. Les réponses des jeunes étaient concentrées sur la situation difficile aux États-Unis et sur l'importance que représente l'économie des États-Unis pour l'ensemble des pays. « C'est parti des États-Unis, mais là, c'est mondial. Comme les États-Unis sont quand même assez importants, cela influence tous les autres pays. »

Les jeunes avaient suivi le dossier principalement par l'entremise des médias (journaux, radio, télévision), exception faite des élèves du secondaire qui, grâce à leur cours d'éducation économique, avaient pu suivre de plus près la situation dans un environnement encadré et structuré. Malgré tout, la très large majorité des jeunes interrogés n'a jamais effectué de recherche sur le sujet de manière volontaire. Si l'information leur était donnée, ils pouvaient l'assimiler, parfois distraitement, mais ne s'informaient pas de leur propre chef. Certains parents œuvrant dans le domaine ou ayant un intérêt particulier pour le sujet informaient leurs enfants de manière plus approfondie.

C'est pour cette raison que l'ensemble des répondants a affirmé ne pas se sentir assez outillé pour bien saisir ces enjeux et leurs répercussions tels qu'ils ont été expliqués dans les médias. « Ça dépend, à la télévision, des fois, certaines émissions expliquent de manière plus simplifiée où tu peux mieux comprendre, mais d'autres sont plus spécialisées, alors il te faut de bonnes connaissances de base pour comprendre. »

Intrigués par la situation, comprenant que la crise semblait être préoccupante dans d'autres lieux, les jeunes ne sont pas particulièrement inquiets en ce qui concerne la crise financière mondiale. Selon eux, les effets ne se faisaient pas tellement sentir au Québec. « Mais nous autres, on ne les voit pas tant

que ça, les conséquences; un peu, ça commence, mais ailleurs (…). Dans les magasins, il y en a qui perdent leur job un peu, ou on a moins d'heures, mais on ne le ressent pas encore tant que ça, on dirait qu'ils le ressentent surtout aux États-Unis. »

De manière générale, autant chez les jeunes âgés de 20 à 29 ans que chez les plus jeunes, les personnes interviewées ont dit être préoccupées par la gravité de la crise, mais demeurent tout de même confiantes, puisque le Québec ne semble pas être touché de manière aussi forte que certains autres pays. La crise ne les touche pas personnellement, et de même, le tout semble beaucoup trop abstrait pour les effrayer. « C'est certain que tu ne le vis pas personnellement, tu ne perds pas ton emploi, mais tu peux tout de même imaginer ce que ça peut faire, c'est inquiétant dans une certaine mesure (…). Mais c'est certain qu'ici, on l'a comme moins vu depuis le début; moi, ça ne me touche pas personnellement, mes parents ont leurs emplois, mais c'est sur, ça m'inquiète un peu plus d'un point de vue mondial, mais moi, pour l'instant, ça ne me touche pas. »

3. La crise financière au Québec

Comme conséquence directe de la crise économique ayant pris naissance aux États-Unis, le Québec en a ressenti les soubresauts. Plus de 50 % de tout ce qui est produit au Québec est destiné aux marchés d'exportation, et près de 75 % de nos exportations internationales trouvent preneur aux États-Unis. Évidemment, sous le choc de la crise, les demandes américaines ont diminué, influençant ainsi l'économie québécoise. Toutefois, selon l'économiste Marc Van Audenrode : « le Québec est peut-être la seule économie industrialisée qui n'a pas été touchée directement par la récession. » De même, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le Québec a connu de meilleurs résultats que 26 des 30 pays de l'OCDE.

Dans cette section, le CPJ a tenté de voir si les jeunes avaient suivi et compris cette situation particulière et s'ils s'étaient sentis interpellés à cet égard.

3.1 Synthèse des discussions

Les élèves du secondaire ont dit avoir suivi la crise financière du Québec principalement par leur cours d'éducation économique, leur cours d'histoire et, de manière moins importante, dans les médias. « Les médias, les gros titres des journaux, gros titres accrocheurs qui poussent à savoir pourquoi, par exemple, Pontiac a fermé, le bouche à oreille, je pourrais dire les parents, mais les parents, ça vient des médias aussi; nous, on a beaucoup notre professeur qui nous en parle, on en entend parler beaucoup. »

Les jeunes ont fait mention de la crise au Québec principalement en donnant des exemples de gens qui ont perdu leur emploi et d'usines qui ont fermé leurs portes. « Moi, j'ai une amie qui a perdu son emploi, elle travaillait dans une usine de portes et fenêtres, ils exportaient principalement aux États-Unis, je ne sais pas si c'est la crise ou le dollar, un petit peu des deux sûrement. »

Encore une fois, les jeunes répondants ont justifié le fait qu'ils ne se sentaient pas particulièrement touchés par la crise par le fait que la situation leur apparaissait comme étant plus difficile dans d'autres pays. « Le Canada est moins touché. En même temps, il y a toujours des usines qui ferment, c'est moins une crise au Québec, ça touche juste les grosses entreprises qui étaient déjà affaiblies et font tomber d'autres entreprises. L'industrie automobile est surtout touchée. »

Un répondant âgé de 28 ans, de Québec, a relativisé cette réalité en précisant que la crise devait se faire davantage sentir à Montréal. « Pour l'instant, non, parce qu'ici nous n'avons pas eu beaucoup de répercussions au Québec et encore moins à Québec, qui est une ville de fonctionnaires, on est moins industriels, on a eu moins de conséquences. Moi, j'ai l'impression qu'à Montréal, ça a été plus difficile; moi, j'ai une amie qui a perdu son poste. »

Toutefois, lorsqu'ils devaient échanger sur leurs préoccupations et inquiétudes face à cette crise, certains jeunes du secondaire ont dit réfléchir d'avantage au domaine d'études qu'ils allaient choisir sous peu. « Ça nous inquiète un peu, ça restreint un peu dans les domaines d'études dans lesquels on veut aller si on sait qu'ils n'auront plus besoin de gens parce qu'on coupe des gens. Ça restreint un peu nos options d'avenir. »

En ce qui concerne le niveau de connaissances requis pour bien comprendre la situation, les jeunes possèdent les outils de base, mais sont conscients de ne pas saisir l'ensemble de ces enjeux et soulignent le fait qu'ils ne sont peut-être pas assez motivés ni intéressés pour creuser d'avantage. « Je pense qu'on a les outils nécessaires pour aller chercher l'information pour en parler, mais faudrait qu'on le fasse (rire). »

« Ça dépend. Je dirais, moi, au cégep, j'ai eu quelques cours d'économie, j'en ai eu deux (mais pas de contenu sur les finances publiques), alors je crois que j'ai de bonnes bases pour suivre ça (…). Moi, des fois, je pense que je sais quelque chose, je raisonne par ma propre logique, mais quand je parle, par exemple, à ma sœur, elle me dit : "Ben, non, franchement" et elle m'explique d'autres affaires, donc je trouve que des fois, on raisonne trop avec peu de connaissances, alors ça fait un mauvais

jugement. Des fois, quand tu étudies plus en profondeur, tu comprends que ce n'est pas ça, nous ne sommes pas outillés pour comprendre les impacts des mesures politiques qui sont prises. »

4. Les finances publiques du Québec

Dans cette section, les agents de recherche ont interrogé les jeunes sur les concepts principaux liés aux finances publiques. De plus, une attention particulière a été accordée aux informations ayant été le plus traitées dans les médias lors de la dernière année.

4.1 Caisse de dépôt et placement du Québec

Créée en 1965, la Caisse de dépôt et placement du Québec a pour mission de faire fructifier les fonds de caisses de retraite, de régimes d'assurance et d'organismes publics et privés, tout en contribuant au développement économique du Québec. La Caisse est aujourd'hui l'un des plus importants gestionnaires de fonds institutionnels en Amérique du Nord.

Depuis la création de la Caisse, le nombre de déposants qui lui confient des fonds a progressé de façon constante. D'abord mandatée pour gérer les fonds du Régime de rentes du Québec, la Caisse compte aujourd'hui 25 clients, en majorité des caisses de retraite et des régimes d'assurance publics et privés du Québec.

En raison des difficultés connues cette année, la Caisse a accusé des pertes de 38,9 milliards de dollars pour 2008 selon son rapport annuel. La Caisse a terminé l'année avec un rendement global de – 25,0 %[2].

Encore une fois, le cours d'éducation économique semble avoir servi de base d'informations pour les élèves du secondaire. En suivant l'actualité et avec l'aide du professeur, ces jeunes ont pu suivre les rebondissements de la dernière année. La majorité des répondants ne connaissait de la Caisse que l'expression *le bas de laine du Québec* et ce qu'ils ont appelé *les scandales* montrés régulièrement dans les médias : les primes de départ ainsi que le rôle joué par l'ancien président de la Caisse, le temps d'attente pour fournir les renseignements concernant le montant des pertes de la dernière année. « Oui, je connais son existence, mais je connais plus ou moins ses fonctions, je sais qu'ils ont fait des mauvais placements et que tout va mal. »

[2] Ce rendement correspond au rendement moyen pondéré des 25 déposants de la Caisse, dont l'actif net est passé de 155,4 G$ à 120,1 G$ entre le 1er janvier et le 31 décembre 2008.

Peu de jeunes interrogés, parmi ceux âgés de 16 à 20 ans, connaissaient sa mission, les noms des fonds qu'elle gère ainsi que le montant de ses pertes. Un seul jeune a fait référence aux pertes de la Régie des rentes. « Les personnes âgées sont inquiètes justement à cause de leur retraite, ils ont peur de ne pas pouvoir les avoir. »

Les jeunes âgés de 28-29 ans semblent toutefois avoir une connaissance plus poussée de la Caisse. « Ils investissent notre argent, gèrent les fonds de pension : s'ils ont de la misère, il y a des gens qui auront moins d'argent à leur retraite. »

Les jeunes, conscients de leur faible connaissance de la Caisse de dépôt, justifient ce manque par un faible niveau d'intérêt pour le sujet. « Je ne sais pas ce qui s'est passé, de l'argent a été perdu, l'argent des contribuables. Quand on est plus jeune, ça nous touche moins, mais encore là, je n'ai pas cherché à savoir. »

4.2 Régie des rentes du Québec

La Régie des rentes du Québec a été créée en 1965. Elle a pour mandats :

- d'appliquer la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- d'appliquer la Loi sur les régimes complémentaires de retraite;
- d'administrer le crédit d'impôt remboursable pour le Soutien aux enfants (CIRSE).

La Régie des rentes a tenu, à l'automne 2009, une consultation publique sur un régime de rentes renforcé et plus équitable. Aujourd'hui et pour la première fois depuis sa création, la RRQ est confrontée à des défis de taille. Il faut consolider son financement et l'adapter à l'évolution de la société puisqu'elle subit, selon l'analyse actuarielle de 2006, une forte pression financière qui la pousse à s'adapter aux changements si elle veut assurer le même service aux générations futures.

Les jeunes de 16-17 ans connaissent son existence, mais sans trop comprendre son fonctionnement, alors que ceux du cégep ne semblent pas préoccupés par son existence ni par le paiement de leurs cotisations, ni par ses difficultés financières, puisque l'avenir immédiat, pour ces groupes d'âge, sera constitué principalement de la poursuite des études et d'une recherche d'emploi éventuelle. « Ça n'a pas l'air d'aller si bien pour l'instant, on entend souvent que tous les placements dégringolent. Moi, ça ne me préoccupe pas vraiment pour l'instant, je ne suis pas vraiment capable de me projeter dans 30 ans. Ça me préoccupe plus de me trouver un emploi. »

« Moi non plus, ça ne me préoccupe pas pour l'instant, ma retraite ne m'intéresse pas pour l'instant, je vais me concentrer sur mes études avant. »

Les jeunes âgés de 20 à 29 ans possèdent plus de connaissances sur la mission de la Régie des rentes. « (…) On va retirer à notre retraite, dépendamment du montant que tu as le droit de cotiser, l'argent

qu'ils prennent sur mon salaire (…). C'est la Caisse de dépôt qui gère ça. » Ce groupe d'âge fait aussi le lien entre la Caisse de dépôt et la Régie des rentes, mais cela dit, il ne semble pas lui accorder une grande confiance, malgré une apparente connaissance plus générale. « Mais c'est certain que si la Caisse de dépôt a de la misère, la Régie des rentes aussi, tu dois plus te fier à tes REER qu'à la Régie (…). Notre génération à nous autres, ils disent qu'on n'aura pas grand-chose, mais c'est toujours comme ça, on se fait toujours dire : "Demain on va en avoir moins, ça va être encore pire." » Ils semblent plutôt pessimistes quant à leur avenir. « C'est clair qu'on ne pourra pas prendre notre retraite aussi tôt. »

« Moi, j'avoue que le régime de retraite, ça m'inquiète; si je ne fais pas attention à mes affaires, je ne suis pas certaine qu'ils vont s'occuper de moi, je crois que c'est un service auquel nous n'aurons pas droit très longtemps. »

4.3 Dette publique

En 2006, la dette publique du Québec s'établissait à 118 milliards de dollars, alors qu'en 2009, le montant de la dette brute s'élevait à 151,4 milliards de dollars. En mars 2009, la ministre des Finances, madame Monique Jérome-Forget, a déposé un budget déficitaire de 3,9 milliards de dollars. Ce déficit représente 1,3 % de notre PIB. À l'automne 2009, le nouveau ministre des Finances, monsieur Raymond Bachand, a déposé une nouvelle évaluation du déficit dans un document qui présente les perspectives économiques pour la période 2009-2013 : *Mise à jour économique et financière. L'avenir : des finances publiques saines pour protéger nos valeurs*. On y annonce une augmentation de 750 millions de dollars pour 2009-2010; le Québec enregistrera donc un déficit de 4,7 milliards de dollars.

Les jeunes du secondaire ne semblent pas inquiétés par le montant de la dette ou par le simple effet d'avoir une dette. « C'est absolument normal d'avoir une dette, tous les pays sont endettés. Le Québec est très, très bien coté comme cote de crédit au monde. On n'est pas surendetté, c'est normal pour la population qu'on a, je trouve (…). On a accès à beaucoup de services, donc en même temps, c'est normal qu'on ait une dette, la santé gratuite, l'éducation… »

Les jeunes âgés de 20 à 29 ans ne semblent pas plus inquiets; toutefois, ils expliquent cette indifférence : « On dirait que ce n'est pas concret, on dirait que depuis toujours, on a une dette, c'est normal, on est né avec une dette, on a l'impression qu'on ne s'en sortira jamais (…). Mais en même temps, on a une dette, mais qu'est-ce que ça amène, une dette? Le pays va-t-il vraiment faire faillite? » Ils font référence au côté abstrait de la dette : elle ne les alarme pas, puisqu'elle demeure « invisible ». « On est endetté, on l'est plus, ça ne me préoccupe pas, c'est tellement gros, je ne sais pas à quel niveau ça peut me toucher, mais je ne comprends pas. »

Quelques jeunes ont tout de même eu une pensée pour leur avenir et le remboursement de cette dette. « Ah… il ne nous restera plus rien (rire), c'est égocentrique, mais en même temps, c'est quand même

vrai, il ne nous restera plus grand-chose. Parce que là, il y a une mégagénération qui va s'en aller bientôt, on contribue beaucoup pour ceux qui vont prendre leur retraite et nous, on ne voit pas le résultat. »

« C'est nous qui allons devoir payer ça, on s'endette à payer les intérêts, ce n'est pas nécessairement ceux qui ont dépensé cet argent-là qui vont la rembourser, mais plutôt nos enfants, nos petits-enfants. On va être encore plus endetté à cause de la récession, on va avoir encore plus de dettes qu'avant et il nous faudra la payer, je ne sais pas comment on va réussir à ne plus avoir de dette. »

4.4 Fonds des générations

Le Fonds des générations a été créé en 2006. Cette mesure « anti-dette » a comme objectif de soulager les générations futures du lourd héritage du remboursement de la dette publique. Ainsi, le gouvernement effectue le paiement des intérêts sur la dette du Québec notamment grâce au Fonds des générations. Il dépose ainsi de l'argent dans le fonds qui, lui, est géré par la Caisse de dépôt. Cet argent investi provient de plusieurs sources de redevances hydrauliques auxquelles est assujettie notamment Hydro-Québec. Malheureusement, la Caisse de dépôt ayant connu certaines difficultés, cette dernière année, le montant accumulé dans ce fonds a connu une baisse de 22,4 %.

Le Fonds des générations semble fortement méconnu parmi l'ensemble des répondants : les jeunes interrogés ne connaissaient pas, pour la très large majorité, son existence. « Nous savons que ça existe, mais sans plus. J'ai déjà entendu le nom, mais sans savoir c'est quoi. »

Un seul jeune de 20 ans a pu dire : « … dans le but de payer pour la dette pour que dans les prochaines générations, nous en ayons moins à payer et que notre économie soit meilleure. »

4.5 Dépenses gouvernementales et pérennité des services publics

Les dépenses publiques ont connu une certaine croissance au cours des cinquante dernières années, générant un besoin de financement qui dépasse les possibilités de prélèvement de l'État, et ce, au Québec comme au Canada. Cette augmentation très importante des dépenses publiques n'a pas de cause unique, mais plutôt une pluralité de causes. Certaines sont conjoncturelles, et d'autres, structurelles. Elles sont le reflet d'événements ou de tendances politiques, sociales ou économiques qui ont entraîné une hausse des activités gouvernementales.

Le gouvernement du Québec répartit les crédits de dépense entre les missions suivantes : la santé et les services sociaux, le soutien aux personnes et aux familles, l'éducation et la culture, l'économie et l'environnement, la gouverne et la justice et, en dernier lieu, le paiement de la dette. Dans le dernier

Budget 2009-2010, les dépenses étaient divisées ainsi : 40,7 % pour la Santé et les Services sociaux, 21,8 % pour l'Éducation, le Loisir et le Sport et 37,5 % pour les autres ministères.

Les jeunes ne montrent pas beaucoup d'intérêt pour le dossier des dépenses gouvernementales. « Dans le budget, à la une, sinon… faut vraiment le vouloir pour aller chercher cette information. » « Quand on n'est pas dans le milieu où l'argent est investi ou coupé, ça ne nous interpelle pas. »

Outre quelques exceptions lors de la dernière campagne électorale, les jeunes ne s'y intéressent pas. Une jeune élève tente d'expliquer la situation difficile où se trouve le ministre des Finances quant à la division des montants à donner. « Mais tout le monde veut de l'argent de partout, donc c'est difficile peut-être de diviser, mais il faudrait peut-être le mettre à des places plus importantes, mais en même temps tout le monde en veut et tout le monde pense que sa cause est la plus importante, mais dans le fond, on doit suivre la vision du premier ministre, on a élu lui, alors, alors, on doit assumer. »

Dans cette section, les jeunes semblent plus préoccupés; ils sont inquiétés notamment par les changements démographiques. « Ça va être plus difficile pour nous parce qu'on va être moins, c'est la pyramide à l'envers (…). Peut-être pas en même temps parce que l'immigration va augmenter encore plus, oui, mais est-ce que l'immigration est suffisante pour compenser? » Ils soulignent les conséquences néfastes éventuelles des départs massifs à la retraite. « Là, les baby-boomers vont prendre leur retraite. On va être beaucoup moins de monde à devoir assumer, à travailler, à devoir payer justement pour… probablement, donc, ça va nous coûter plus cher que les gens qui travaillent aujourd'hui, mais non, je ne suis pas inquiet. »

Plusieurs répondants inquiets ont cité le fait que les services seront de plus en plus chers. « Moi, j'ai peur que ça devienne moins universel, privé/public, les frais de scolarité qui augmentent, on dirait que ça sera de plus en plus réservé à l'élite, ça va être de moins en moins accessible à tout le monde (…). Mais c'est à nous de travailler là-dessus et de mettre la pression là-dessus pour que le système demeure universel. Je ne pense pas que notre système de santé et services sociaux soit menacé, ils ne pourront pas nous faire payer du jour au lendemain, je pense qu'il y a ben d'autres trucs à couper avant ça. »

« La privatisation, ça s'en vient déjà, je connais des gens qui paient déjà pour leurs services, il n'y a déjà plus de médecins de famille, on attend genre 24 h aux urgences, même, nous allons subir ces changements, peut-être moins graves que nos enfants et petits-enfants, mais ça va commencer. »

Ils demeurent confiants pour l'avenir du Québec, de même que pour son système financier, qu'ils jugent efficace. Ils ne perçoivent pas d'effet désastreux provoqué par la crise et accusent les médias d'avoir manipulé les foules et d'avoir créé un vent de panique. « C'est certain que ça va se rétablir et c'est évident que ça va prendre encore plus de temps d'en avoir une autre. L'économie évolue, les chutes sont de plus en plus douces (…). Notre système bancaire est efficace. Les médias n'aident pas, ils nous ont alarmés, beaucoup de gens qui ne comprennent pas réellement cette situation et vont s'alarmer à cause des médias. C'est pas vrai que lorsque tu vas à l'épicerie ça te coûte 650 $ de plus. »

Ils ne sont pas inquiétés par l'avenir, puisqu'ils ne peuvent rien y faire. Ils se sentent impuissants, ils ne peuvent pas agir. « Je ne le contrôle pas, je ne peux rien y faire. »

Le manque de connaissance causé par un manque d'intérêt pour ces thématiques ressort à l'intérieur de leur discours. « On n'a pas assez de connaissances pour comprendre, mais ça ne m'intéresse pas particulièrement (…). À part aller à l'université dans ce domaine, nous n'avons pas besoin de beaucoup de connaissances, tu écoutes les experts et tu te fais une opinion, on ne le sait pas vraiment, c'est un débat de politiciens plus une vision du journaliste. Tout ce qu'on entend est déjà prémâché, on ne nous pousse pas à décider par nous-mêmes, on pense pour nous, c'est peut-être le problème. Je ne suis pas assez ferré ni même assez intéressé pour réussir à suivre tout ce qui se passe, ça ne me fait pas vraiment peur, mais c'est tout de même inquiétant pour un certain groupe de personnes. »

5. Conclusion

Les propos rapportés à l'intérieur de ce document montrent que les jeunes interrogés possèdent un niveau de connaissances limité en ce qui a trait aux finances publiques. Ils expliquent cette lacune par plusieurs causes. Dans un premier temps, les jeunes ont peu accès à de l'information au sujet des finances, exception faite des cours d'économie qui demeurent très larges et qui, d'ailleurs, ont été retirés du programme de cinquième secondaire en septembre 2009.

Le sujet des finances publiques est un sujet fort complexe, comprenant une multitude de concepts clés interreliés qui, s'ils ne sont pas compris, peuvent sembler rébarbatifs. Les jeunes expliquent donc qu'ils ne suivent pas l'état des finances, puisqu'ils ne comprennent pas ses tenants et aboutissants.

Enfin, pour plusieurs des jeunes interrogés, les finances publiques étant un élément abstrait qui ne les touche ni ne les concerne pas directement, ils n'y sont pas intéressés; ils sont davantage préoccupés par leurs propres finances et leur budget. D'ailleurs, certains d'entre eux insistent sur le fait qu'ils sont impuissants face aux finances publiques et, ne pouvant pas intervenir directement, ils préfèrent ne pas s'y arrêter et se tournent ainsi vers leurs finances personnelles, desquelles ils ont le contrôle. Peu préoccupés par la crise économique, puisque peu touchés par celle-ci, les jeunes demeurent malgré tout préoccupés par l'avenir financier du Québec, par l'avenir des services publics, par les changements démographiques importants que connaîtra le Québec.

SITES À CONSULTER

Ministère des Finances
http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/index.asp

Consultations prébudgétaires des Finances publiques
http://consultations.finances.gouv.qc.ca/fr

Budget 2009-2010
http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2009-2010/index.asp

Caisse de dépôt et placement du Québec
http://www.lacaisse.com/fr/Pages/Accueil.aspx

Régie des rentes du Québec
http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/

Fonds des générations
http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2006-2007/fonds_generations.asp

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABRAHAM-FROIS, Gilbert, Guy CAIRE, Philippe HUGON, Pierre LLAU, Françoise RENVERSEZ. *Dictionnaire d'économie : analyses, auteurs, institutions, politiques économiques*, 2e édition, Paris, Dalloz, 2002, 443 p.

BERNARD, André. *Politique et gestion des finances publiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, 490 p.

BERNARD, André. *Problèmes politiques : Canada et Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1994, 178 p.

BOTTIN, Michel. *Histoire des finances publiques*, Paris, Economica, 1997, 112 p.

BOUCHARD, Lucien, et al. *Pour un Québec lucide*, http://www.pourunquebeclucide.com/documents/manifeste.pdf, 2005, consulté en avril 2009.

BOUVIER, Michel. « Anthropologie et finances publiques : réflexions sur la notion de sacrifice fiscal », *Le contentieux fiscal*, revue française de finances publiques, n° 7, Paris, 1987, p. 188.

BOYER, Marcel. *Manifeste pour une social-démocratie concurrentielle*, Québec, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, 2009, 170 p.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC. http://www.lacaisse.com (consulté en juin 2009).

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC. *Rapport annuel*, http://www.lacaisse.com/fr/Rapport_annuel_fr/Pages/Rapportannuel2008.aspx?Mode=1&Page=2, 2008, consulté en juin 2009.

COMITÉ DE TRAVAIL SUR LA PÉRENNITÉ DU SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC. *Pour sortir de l'impasse : la solidarité entre nos générations*, rapport et recommandations, Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, 2005, 155 p.

CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU PARTI QUÉBÉCOIS ET COMITÉ NATIONAL DES JEUNES DU PARTI QUÉBÉCOIS. *Rétablir l'équité entre les générations*, Québec, Parti québécois, 1998, 44 p.

CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE. *Le Régime des rentes du Québec : pour vous, pour nous et pour nos enfants*, Québec, gouvernement du Québec, 1996.

CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE. *Rencontre intergénérationnelle portant sur le remboursement de la dette publique*, document synthèse, Québec, gouvernement du Québec, 2007.

CORAK, Miles, sous la dir. de. *Les finances publiques et l'équité intergénérationnelle*, Ottawa, Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada, 1998, 164 p.

CRÊTE, Jean. *Politiques publiques : le Québec comparé*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 2006, 300 p.

DAVID, Françoise, et al. *Manifeste pour un Québec solidaire*, http://www.ccmm-csn.qc.ca/MGACMS-Client/Protected/File/J764Y66955UG45B7Z43BP3G6F9MW88.pdf, 2005, consulté en avril 2009.

DUBUC, Alain. *L'éloge de la richesse : des idées pour donner au Québec les moyens de ses ambitions*, Montréal, Éditions voix parallèles, 2006, 336 p.

FINANCES QUÉBEC. *Le fonds des générations : pour favoriser l'équité entre les générations, la pérennité des programmes sociaux et la prospérité*, Québec, ministère des Finances, 2006, 52 p.

GILL, Louis. « Remboursement de la dette : une fausse urgence », *L'action nationale*, volume XCVI, n° 3, mars 2006, p.17-24.

GILL, Louis. « L'écran de fumée du "Fonds des générations" », *L'action nationale*, volume XCVI, n° 4-5, avril-mai 2006, p.12-14.

GILL, Louis. *L'état des finances publiques et la capacité de payer du gouvernement*, 2007, Québec.

GILL, Louis. *Vieillissement de la population et finances publiques : la « futurologie à rebours » de Pierre Fortin et Luc Godbout*, Québec, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2007, 30 p.

GODBOUT, Luc et Karine DUMONT. *Mettre cartes sur table pour résoudre le déséquilibre fiscal*, Québec, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, 2005, 53 p.

GODBOUT, Luc, Pierre FORTIN, Matthieu ARSENEAU, Suzie ST-CERNY. *Oser choisir maintenant : des pistes de solution pour protéger les services publics et assurer l'équité entre les générations*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 2007, 150 p.

GODBOUT, Luc, sous la dir. de. *Agir maintenant pour le Québec de demain, des réflexions pour passer des manifestes aux actes*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 2006, 264 p.

GODET, Michel et Marc MOUSLI. *Le vieillissement, une bonne nouvelle?*, Paris, La documentation française, 2008, 268 p.

GREFFE, Xavier. *Comprendre la politique économique*, Paris, Economica, 1993, 112 p.

GUÉRIN, Serge. *L'invention des seniors*, Paris, Hachette-Littératures, 2007, 196 p.

JOANIS, Marcelin et Claude MONTMARQUETTE. *La dette publique : un défi prioritaire pour le Québec*, rapport de projet, Québec, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, 2004, 57 p.

JOANIS, Marcelin et Claude MONTMARQUETTE. *La problématique de la dette publique au Québec : causes, conséquences, solutions,* Rapport Bourgone, Québec, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, 2005, 43 p.

LACHAPELLE, Guy, Luc BERNIER, Pierre P. TREMBLAY. *Le processus budgétaire au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1999, 174 p.

LAPLATTE, Benjamin. *Avis sur la dette publique : tenants et aboutissants*, Montréal, Fédération étudiante universitaire du Québec, 2007, 37 p.

LE BOURG, Éric. *Le vieillissement en questions*, Paris, CNRS éditions, 1998, 147 p.

MINISTÈRE DES FINANCES. *Les finances publiques du Québec : vivre selon nos moyens*, Québec, gouvernement du Québec, 1993, 41 p.

PELLETIER, Mario. *La caisse dans tous ses états: l'histoire mouvementée de la Caisse de dépôt et placement du Québec*, Québec, Carte Blanche, 2009, 368 p.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Une réforme du Régime de rentes du Québec, pour vous et vos enfants : garantir l'avenir du régime de rentes du Québec*, document de consultation, Québec, gouvernement du Québec, 1996, 50 p.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Fière de bâtir votre avenir depuis 40 ans*, Québec, gouvernement du Québec, 2005, 24 p.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Vers un Régime de rentes du Québec renforcé et plus équitable*, Québec, gouvernement du Québec, 2008, 69 p.

ROBSON, William B. P. *Time and Money : The Fiscal Impact of Demographic Change in Canada*, n° 185, juillet, C.D. Howe Institute, 2003, 5 p.

ROUSSEAU, Paul-Henri. *La caisse et la crise financière, Allocution prononcée devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain*, Montréal, 2009, 10 p.

TREMBLAY, Pierre P., sous la dir. de. *L'État administrateur, modes et émergences*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1997, 423 p.

TREMBLAY, Pierre P. *Sisyphe et le financement de l'État*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, 216 p.

WEBER, Luc. *L'État acteur économique : analyse économique du rôle de l'État*, Paris, Economica, 1988, 303 p.

ANNEXE – SCHÉMA D'ENTREVUES

1. **Finances mondiales**
    a. Crise actuelle (causes de la crise, état, compréhension générale, répercussions, etc.)
    b. Avez-vous suffisamment de connaissances pour comprendre les informations diffusées? un intérêt pour l'enjeu?
    c. Êtes-vous préoccupés par la situation?

2. **Finances nationales**
    a. Connaissances générales sur la crise actuelle
    b. Quelles sont vos sources d'information : parents, banques, amis, école, médias?
    c. Suivi du budget?
    d. Préoccupés par la dette? par le déficit?
    e. État de connaissance et suivi de la Caisse de dépôt et placement du Québec
    f. État de connaissance et suivi de la Régie des rentes du Québec
    g. État de connaissance sur le Fonds des générations, son avenir
    h. Vous sentez-vous suffisamment outillés pour bien comprendre les concepts clés et le fonctionnement des finances publiques?

3. **Dépenses publiques**
    a. Intéressés par les dépenses du gouvernement? (système d'éducation, système de santé…)
    b. Positions sur les dépenses du gouvernement
    c. Anxiété face à l'avenir financier du Québec